

1895

VENDREDI 10 NOVEMBRE  
HORS-SÉRIE N° 5 « LES 100 ANS DU LIBERTAIRE »

1995

le monde  
**libertaire**

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

9 AU 15 NOVEMBRE 1995

N° 1016

10,00 F

L'ARMÉE est l'un des nombreux instruments de l'Etat bourgeois, permettant que l'exploitation d'une classe par une autre soit intériorisée par l'individu, exploitation justifiée par cette représentation nationale d'un corps social apparemment uniforme.

Le service national (comme l'institution scolaire) tend en effet à normaliser les rapports sociaux selon ce modèle bourgeois : nous sommes tous égaux sous l'uniforme, tous citoyens libres dans un Etat libéral ; seul le mérite individuel fera sortir du rang gradés et bourgeois ; et tous nous défendrons un Etat qui ne peut être que la représentation incontournable de la société même.

Cette normalisation touche, dans un premier temps, la « sphère privée » de l'individu. En tant que rite de passage localisé dans le temps, le service national est intériorisé très tôt par le jeune garçon. Qu'il pense au service comme à une obligation incontournable ou qu'il se représente déjà le choix qu'il aura à faire (acceptation, refus, objection), ce jeune garçon va alors construire une représentation mentale articulant masculin et féminin.

Faut-il rappeler que seuls les hommes sont appelés sous les drapeaux ? Donc, CQFD, si ce seul critère biologique prévaut à la catégorisation du service national, « c'est qu'il y a bien une raison pour ça ! ». Pour défendre notre chère patrie, il faut de l'intelligence, de la force, de la virilité... et l'homme, c'est donc tout cela ! Aux femmes, l'art ménager, aux hommes, l'armée tout court !

Quand on sait que la sphère domestique est de plus en plus assujettie à la sphère publique (cf. Foucault, Reich), que l'on tente de plus en plus de faire jouer à la famille son rôle de « premier appareil de contrôle » de la société bourgeoise, on comprend que le message primordial qu'on veut y faire passer soit simple : l'homme est le dominant.

Dans notre société patriarcale, l'homme étant situé, hiérarchiquement, au-dessus de la femme, il est donc avilissant pour un homme de « partager » cette condition féminine. Ce sont

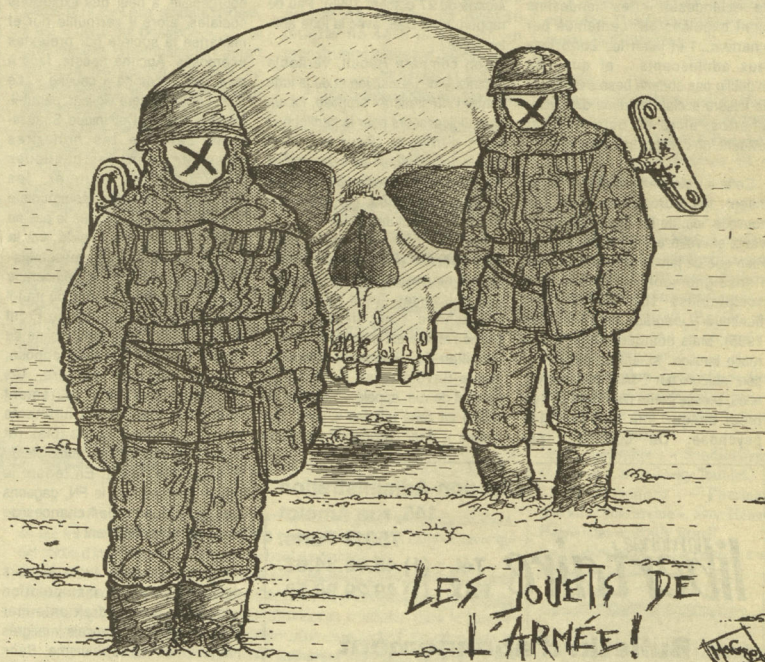
## L'ARMÉE : ÉCOLE DU CRIME ET DE LA SOUMISSION

les hommes qui font le service national, celui qui ne le fait pas est donc un « non-homme », un inférieur se « rabaisant » au rang des femmes. C'est d'ailleurs ainsi qu'est perçu l'homme exempté pour homosexualité : comme un homme qui, sexuellement, s'est féminisé, et donc avili.

Pendant le service national, il faudra encore prouver que l'on correspond bien à cette image de virilité : il est interdit d'être faible, de pleurer...

Comme réjouissant instrument de contrôle de la sphère privée de l'individu, on trouve les travaux d'intérêt général (TIG), plus vulgairement appelés « corvées » (de balayage, de chiottes...). Ces corvées servant de sanctions (de leur réalisation dépendent en effet les autorisations de détente, de permissions...), on glisse rapidement de la notion de service (rendu à la collectivité) à celle d'asservissement à la hiérarchie. Or, et ce n'est bien sûr pas un hasard, ces corvées ramènent à un travail domestique « rituellement »

(suite p. 3)



## Le procès de la solidarité

### Le premier terroriste, c'est l'Etat

LE 13 NOVEMBRE, s'ouvrira à Paris le procès de plusieurs dizaines de personnes accusées d'avoir hébergé ou aidé à le faire des réfugié(e)s basques clandestin(e)s, catalogué(e)s vite fait bien fait comme « membres d'ETA ». Après avoir présenté les enjeux que revêt ce procès (ML n° 1014) et être revenus sur la « gestion de la question basque » par les Etats espagnols et français (ML n° 1015), il nous a semblé opportun de rappeler sur quelles bases nous comptons manifester le samedi 11 novembre notre solidarité avec les inculpé(e)s.

Que les victimes du racisme institutionnel, les SDF et autres précaires se rassurent, nous sommes dans un Etat de droit, respectueux des libertés individuelles et des

« droits de l'homme », un Etat-providence, médiateur, hors du champ de la conflictualité de classes... Bref un Etat « fin de l'histoire », comme le capitalisme peut l'être depuis l'effondrement du bloc de l'est !

#### L'Etat de droit : un leurre !

Si l'on esquissait rapidement (quoique imparfaitement) une définition de l'Etat de droit, on pourrait dire ceci : cette forme juridique qu'a prise l'Etat au cours de ce XX<sup>e</sup> siècle se concrétise avant tout par l'existence de constitutions démocratiques (avec bien évidemment séparation des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire) et de « sociétés

civiles » agissant en contrôle de la puissance étatique et qui, de fait, garantissent son existence et sa non-transformation en Etat de police ; c'est un Etat dans lequel les citoyens ont des droits et non plus seulement des obligations !

Sur le papier, c'est beau. Dans la réalité, certain(e)s nous affirment que tout cela est affaire de tensions/rapports de forces entre le pouvoir de l'Etat et la volonté citoyenne, tensions et rapports de forces respectueux de la légalité (refus de la violence), du dialogue social... en clair, acceptation des formes démocratiques du débat.

N'en déplaise à beaucoup, il y a comme de l'escroquerie dans l'air. Prenons le cas des réfugié(e)s basques. Si de nombreux « militants

des droits de l'Homme » sont d'accord pour défendre le droit d'asile, ils rechignent à le faire quand il s'agit des Basques, parce que ceux-ci utilisent la violence (qu'on l'appelle terrorisme ou lutte armée n'a aucune incidence sur l'argumentation) ; parce qu'ils agissent de la sorte dans le cadre d'un Etat de droit. Mais dans cette

(suite p. 8)

T 2137 - 1016 - 10,00 F



F.P. 2520

PARIS  
« Procès de la solidarité »  
Manifestation  
samedi 11 novembre - 11 h 30  
Rendez-vous  
devant la gare Montparnasse

# De l'utilisation du phénomène « banlieues »

LYA UN MOIS ENVIRON, le flingage en direct, par l'armée, de Khaled Kelkal, retourné à coups de rangers comme une bête, sentait vraiment la vengeance. Durant quelques secondes, tout le non-dit de la société française et de ses politiciens, sur le colonialisme en Algérie et les événements qui s'en suivent, remonta d'un seul coup à la surface. La guerre était là. L'ennemi d'hier, l'envahisseur d'aujourd'hui, c'était encore et toujours l'Algérien, musulman de surcroît.

Si l'on ajoute à cela la présence continue et agressive des flics dans nos banlieues qui, au nom de Vigipirate, en profitent pour chasser le « clandestin » (les clandestins sont expulsés par centaines par charters...) et jouer les Zorro face aux adolescents... et que l'on n'oublie pas comme base essentielle la misère sociale extrême des cités-ghettos, alors on obtient, c'est évident, un cocktail très explosif.

Cette « violence urbaine », comme disent les journalistes, n'est pas nouvelle, loin de là. Rappelons-nous Vaulx-en-Velin en 1981, en 1990... Rien que de janvier à août 1995, les Renseignements généraux ont comptabilisé 152 incidents en banlieue (*Libération* du 30 octobre 1995). Mais pourquoi derrière une réelle tension autant de médiatisation, aujourd'hui ? Ministres, radios, télévisions, presse écrite n'arrêtent pas de créer chaque jour une véritable psychose. On continue, par

exemple, à écrire encore que la police ne peut aller dans certaines zones ! La ficelle est énorme ; l'amalgame arabe = musulman = terroriste est dans notre réalité quotidienne. Ainsi, l'Etat crée le besoin de sécurité, d'ordre.

Et voilà donc Toubon au travail. Il prépare les nouvelles lois répressives : l'aide à un étranger « irrégulier » sera désormais considérée comme acte terroriste. Les perquisitions nocturnes seront autorisées pour les personnes soupçonnées de terrorisme. La garde à vue sera prolongée, les peines seront aggravées pour ce qui est des insultes ou menaces physiques vis-à-vis des policiers ou des gendarmes, etc (*Le Monde* du 27 octobre 1995). Peu de rapport, c'est clair, avec la lutte anti-terroriste !

Son compère Raoult, véritable « ministre de l'exclusion et de la lutte contre l'intégration » propose, lui, un plan Vigicasseurs pour la banlieue et parle d'Intifada. Pour lui, c'est simple, les immigrés sont des chiens car « il veut bien tendre la main mais ne pas se la faire mordre » (*Le Monde* du 31 octobre 1995).

Quant à l'Etat républicain, il va doter sa police (Brigade anti-criminalité) de nouveaux moyens : voitures plus puissantes, fusils à balles en caoutchouc compressées, etc. Même l'armée est mobilisée : le 27e Bataillon de Chasseurs alpins en Haute-Savoie va se préparer au combat de rue, appelé « Contrôle du milieu en zone urbaine », avec des armes « dont l'efficacité est sans

commune mesure avec ce que connaît le fantassin d'aujourd'hui, dixit les expérimentateurs » (*Le Monde* du 2 novembre 1995).

Est-il besoin de rappeler que désormais les préfets de zones de défense (9 en France métropolitaine) peuvent utiliser les pelotons blindés de gendarmerie sans attendre l'autorisation de Matignon (*Le Monde* du 28 septembre 1995) ?

Cette logique répressive d'Etat s'est constituée depuis plusieurs années, mais aujourd'hui on en arrive au bout, car elle devient vraiment visible. Nous sommes dans une démocratie blindée !

L'Etat, fidèle serviteur de la bourgeoisie, a peur des explosions sociales, alors il verrouille dur et militarise la société par prétextes interposés. Aucune riposte, face à cela, des forces de « gauche ». Le Parti socialiste sera vigilant, paraît-il. Comme Raoult, Dominique Strauss-Kahn dénonce les minorités agissantes dans les banlieues (faudra-t-il les parquer, les déplacer ?). Le Parti communiste français, lui aussi, emboîte le pas au gouvernement. Il a appelé, via la CGT et la FSU, à des rassemblements pour défendre la démocratie face au terrorisme ! Jusqu'où ira-t-il pour reprendre des voix au Front national ? Le maire communiste de Grigny (Claude Vasquez) oppose, par un discours pervers, les chômeurs casseurs (sûrement immigrés) aux autres habitants chômeurs mais responsables (et sans doute Français) (*L'Humanité* du 2 novembre 1995). En tenant le même discours que le FN, gageons que le PCF aura des chances de remonter électoralement !

Anarchistes, nous avons toujours dénoncé cette manipulation grotesque qui voudrait enfermer dans l'opposition Français-immigrés les victimes du capitalisme. Sans relâche, nous dénonçons cette militarisation de la société, ce terrorisme d'Etat qui avec ses flics, son armée, veut imposer l'ordre économique et moral d'une bourgeoisie cynique, prête à tout pour sauvegarder ses intérêts et imposer notamment ses lois liberticides sur le dos des banlieues-ghettos qu'elle a sciemment fabriquées !

JAIME  
(gr. Kronstadt - Lyon)

Rédaction-Administration :  
145, rue Amelot, 75011 Paris  
Directeur de publication :  
André Devriendt  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : La Vigie,  
24, rue Léon-Rogé,  
76200 Dieppe.  
Dépôt légal 44 145  
1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 - La Vigie  
Diffusion SAEM  
Transport Presse

LYON

## Pro-Lo : ouverture d'un squatt, lieu autogéré, espace collectif à la Croix-Rousse

Le mercredi 1<sup>er</sup> novembre, le collectif Pro-Lo (Projet Local) organisait une bouffe de quartier sur les pentes de la Croix-Rousse, dans le 1<sup>er</sup> arrondissement de Lyon. C'était une action qui n'était pas dénuée d'arrière-pensée puisque, vers 14 h, la petite centaine de personnes présentes a investi un local au 2, place Chardonnet (69001).

Pro-Lo est, à l'origine, un collectif réunissant une vingtaine de personnes de différents horizons : étudiants, militants associatifs, individus isolés... libertaires dans leurs idées et leurs pratiques, pour la plupart.

Après une brève et restreinte expérience d'espace collectif, en juin et juillet derniers, l'objectif de Pro-Lo est d'impulser un lieu porteur de dynamiques, inscrit dans la réalité du quartier, et qui soit « un espace collectif en opposition aux rapports de profits, de pouvoir et de consommation. Un espace d'expérimentation qui ne se contente pas d'être en réaction au système dominant, mais se veut un lieu de création et de mise en pratique. »

Voilà un bon moyen de renouer avec une vieille tradition de lutte en faveur du logement à la Croix-Rousse et de s'inscrire dans une dynamique sociale plus large en ne réclamant pas un lieu privatif mais social, collectif.

Avec la prise de ce local de près de 500 m<sup>2</sup>, le projet est en train de devenir réalité, et les choses vont bon train, avec plus d'une soixantaine de personnes lors de la première assemblée générale et de nombreuses activités prévues ou prêtes à démarrer : bar, repas végétariens, bibliothèque, soirées thématiques, lieu de réunions, projection de films, expositions, danse africaine, infoshop, débats, salon de thé, soutien scolaire et animations pour les mômes du quartier.

L'enjeu, pour Pro-Lo, est bien d'impulser rapidement une vie, une dynamique et un soutien autour du local, afin de ne pas se retrouver isolé face aux institutions et de pouvoir se présenter comme un espace social porteur d'alternatives, ouvert sur le quartier, fédérant des luttes et projets et non pas un squatt-ghetto-zombi-punk-défoncé.

Ce local, pour l'instant squatté, est une propriété de la Mairie, institution qui n'a pas manqué de se faire connaître dès le lendemain de l'ouverture, accompagnée d'un huissier, pour réaffirmer son droit à la propriété et le respect de l'ordre bourgeois. L'actualité est donc bien à la construction d'un rapport de forces, dans un arrondissement où le maire écolo (Vert, soutenu par le PS), fraîchement élu, se vantait durant la campagne des Municipales d'être le représentant associatif des pentes, un vieux défenseur des squatts et un spécialiste des problèmes de logement. L'occupation est un bon moyen de lui mettre le dos au mur, en augmentant la pression, maintenant qu'il est de l'autre côté de la barrière.

Pour l'instant, les « Prolotes » (comme ils se nomment) vivent dans la précarité du quotidien, dans la crainte de l'expulsion policière, en s'attelant à donner forme au projet et à construire un rapport de forces favorable, qui leur permettrait d'envisager l'avenir sur le long terme. Alors, qui sait si tous ceux œuvrant pour une transformation sociale, radicale y mettent un coup de pouce, si la solidarité et l'entraide s'expriment pleinement, alors peut-être qu'à la fin de l'hiver nous verrons les « Prolotes » danser sur les dernières neiges pour fêter les 100 jours de l'expérience.

Pour nous, anarchistes, le choix est vite fait. Nous ne pouvons qu'encourager et soutenir ce type d'initiative, basée sur l'autogestion, la solidarité, porteurs de ses propres dynamiques.

C'est un bon moyen de faire un clin d'œil à tous ceux qui ont parié sur le DAL (situé un peu plus bas sur les pentes) et qui rament pour le compte d'une gauche catho-réformiste, sans autre perspective que celle de gérer le système.

Pro-Lo est la preuve qu'un mouvement social émancipateur et radical se construit, hors des grands leaders et des opérations médiatiques, en se dotant de ses propres outils, et en fédérant tous ceux qui luttent pour développer des dynamiques d'autogestion, et non d'instrumentalisation, des idées et pratiques de rupture avec ce système d'oppression et d'exploitation. Pro-Lo est une affaire à suivre et à soutenir !

DAVID (gr. Durruti - Lyon)

Rédaction-Administration  
145, rue Amelot  
75011 Paris.  
Tél. : (1) 48.05.34.08.  
FAX : (1) 49.29.98.59.

### Bulletin d'abonnement

Tarif		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois	13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois	25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an	45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville .....  
Pays .....  
A partir du n° ..... (inclus).  
Abonnement de soutien   
Chèque postal  Chèque bancaire  Autre   
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

## PARUTIONS

### BANDEAU

#### « MONDE LIBERTAIRE »

Le groupe du Gard diffuse un bandeau « Lisez le Monde libertaire », de couleur jaune vif, au format 65x20, impression noire. A coller seul ou avec une affiche à thème.

#### Tarifs (port compris) :

- 10 exemplaires : 10 F ;
- 100 exemplaires : 52 F ;
- 200 exemplaires : 88 F.

Chèque à établir à l'ordre de Vidal.

A commander à : **AGDIR, 5, rue René-Cassin, 30900 Nîmes.**

### PRESSE

Le groupe Proudhon de Besançon a sorti un numéro double du *Drapeau noir*, au prix de 10 F. Abonnement : 50 F (soutien : 100 F). Chèque à l'ordre du CESL.

**Groupe P.-J.-Proudhon c/o CESL, BP 121, 25014 Besançon cedex.**

### PRESSE

Le n° 22 de *l'Encre Noire* est paru. Il est édité par le groupe Jean-Roger-Caussimon de Nancy, des militants de la Meuse et des sympathisants. Pour l'obtenir, envoyez 3 timbres à 2,80 F au **CRES, 76, rue Léonard-Bourcier, 54000 Nancy.**

# L'armée : école du crime et de la soumission

(suite de la « une »)

assumé par les femmes dans la sphère familiale.

C'est pourquoi la sociologue A.-M. Devreux voit dans l'armée « un vecteur de transmission et d'apprentissage de l'ordre hiérarchique et un lieu d'expérimentation pour la construction de stratégies de positionnement dans la division sexuelle des tâches ». Ces mêmes TIG (corvées) vont jouer un grand rôle dans le contrôle de la sphère non domestique.

Le service national touche en effet à la sphère publique quand il se présente comme un apprentissage de la vie collective : l'organisation des tâches est établie par la hiérarchie, hiérarchie qui peut à tout moment remettre en cause le déroulement des fameux TIG. C'est l'apprentissage des rapports hiérarchiques comme mode d'organisation de la division du travail : le militaire agit sur ordre, et seulement sur ordre ; le bon militaire est celui qui exécute cet ordre le plus rapidement possible. On lui demande un réflexe, pas un acte réfléchi : c'est « Pavlov, nous voilà ! ». Notons que le système hiérarchique est opérant au sein même des appelés : entre ceux affectés aux tâches « nobles » (techniques) ou « inférieures » ; entre anciens et nouveaux, bizuteurs et bizutés...

Paradoxalement (malgré cette hyper-hiérarchisation de l'armée), le service national tente de

neutraliser le sentiment d'appartenance de classe des appelés et affirme la pseudo-unicité du corps social. On porte le même uniforme, on entonne d'une voix mâle des chants militaires dont la fonction corporatiste n'est pas anodine, et on marche tous du même pas... pour défendre ensemble la patrie, mais aussi la démocratie, la propriété privée des moyens de production, en bref l'ordre établi.

Le service national est donc un outil d'embrigadement de premier ordre. Freud a esquissé quelques explications à cette aliénation dans *Psychologie collective et analyse du moi*. Pour lui, l'armée utilise des phénomènes de groupe, que sont l'identification et l'idéal du moi.

Le chef, à l'armée, est obéi parce qu'il sert aux soldats d'idéal, il est « celui qui possède ». Or, le phénomène d'identification surgit lorsque personne ne doit se distinguer des autres, tous devant faire et avoir la même chose, pour être traités de façon égale par celui qui possède.

C'est la structure même de l'armée qui permet l'apparition de ces phénomènes : sa hiérarchisation, sa discipline, le port de l'uniforme... Tout joue en sa faveur et personne n'y échappe tout à fait : même l'objecteur ou l'insoumis ont vécu cette intériorisation du rite de passage que constitue le service national.

Formidable outil de décevement, l'armée veut persuader les individus « qu'ils pensent ce qu'ils pensent » et leur faire intérioriser les idéologies puantes dont on les a pétris (sexisme, nationalisme, racisme...). C'est pourquoi l'Etat français est si attaché au service national : il est important que chaque individu croie défendre sa propre sécurité et sa propre fierté (!) quand on lui demandera de défendre l'Etat bourgeois.

Quand la famille, l'école et les médias suffiront à cette intériorisation, on se passera d'un service national que les progrès technologiques rendent obsolète. Resteront, dans cette armée de métier, cadres et « hauts techniciens » qui eux s'enkakièrent pour une bonne cause : la leur.

Armée de conscription ou armée de métier, la grande muette ne sera jamais qu'un monstrueux moyen d'oppression.

**JEANNE et BATKO (gr. Milly-Witkop - Nantes)**

#### En vente

à la librairie du Monde Libertaire

(chèque à l'ordre de Publico)

au prix de 200 F

(+10% de frais de port),

la vidéo de Richard Prost

sur *l'Espagne libertaire de 1936-1939* :

Un autre futur (2 h 51).

## RENDEZ-VOUS

### ANGERS

Le groupe Malatesta de la FA s'est créé à Angers. On peut le joindre à la *Maison angevine des mouvements alternatifs (MAMA)*, 160, avenue Pasteur, 49000 Angers.

### LILLE

Le groupe Humeurs Noires vous invite au rassemblement contre toutes les guerres, pour l'abolition du service militaire et pour la paix, qui se déroulera le vendredi 10 novembre, à partir de 17 h, sur la *Grand'place*.

### MONTPELLIER

Exposition : *Images de la révolution sociale - Espagne 36*, à l'*Antre Anar*, 5, rue Jeanne-d'Arc. Tous les jours, jusqu'au vendredi 10 novembre, de 15 à 19 heures. Entrée libre.

### PARIS

Le groupe Alliance (20<sup>e</sup> arr.) vend le *Monde libertaire* le dimanche, entre 10 h 30 et 12 h, au *M<sup>e</sup> Jourdain*, rue des Pyrénées (devant le magasin Champion).

### PARIS

Le groupe La Villette vend le *Monde libertaire* chaque vendredi, de 18 h à 19 h, devant le *Quick*, à l'angle de l'avenue Jean-Jaurès et de l'avenue Secrétan.

### PARIS

Le groupe Louise-Michel de la FA vous propose, les vendredis à venir, à 20 h 30, au *10, rue Robert-Planquette (métro Abbesses ou Blanc)*, 75018 Paris, des soirées-débat sur le thème : « Travail et économie ».

Le 10 novembre, la soirée portera sur « L'Autogestion distributive », et sera animée par Charles Lorient et Serge Livrozet.

Le 17 novembre : « Syndicalisme et travail », avec Jacky Toublet.

Le 24 novembre : « Femmes, travail et hiérarchie », avec Hélène Hernandez et Wally Rosell

Le 1<sup>er</sup> décembre : « La crise », avec François Coquet.

## Nouvelle du front

### LILLE : UNE NOUVELLE VAGUE D'OBJECTEURS EN GRÈVE

Le 26 octobre dernier, plus de soixante-dix personnes se sont rassemblées sur la place de la République à l'appel d'objecteurs qui entendaient protester contre les nouveaux coups bas portés par l'Etat français à leur statut, concédé par les socialistes en 1983, pour désamorcer le mouvement antimilitariste.

Outre le fait que la valorisation des indemnités n'a pas évolué depuis dix ans, ce qui contraint l'objecteur à se nourrir et à se loger avec 2 200 francs par mois pour un travail de 39 heures hebdomadaires ; outre que le droit à l'objection de conscience se heurte à une désinformation orchestrée par les institutions administrative et militaire et que les délais d'obtention du statut restent par trop limitatifs ; outre le fait que l'Etat français, en infraction par rapport aux conventions européennes, impose une double durée punitive à cette forme de service civil, la situation continue à s'aggraver.

En effet, Edouard Balladur, avant de céder la place à son ami de trente ans, s'est fendu d'une circulaire scélérate. Ce texte, daté du 1<sup>er</sup> décembre 1994, renforce la mainmise des autorités préfectorales sur les objecteurs et menace à terme la liberté d'affectation puisque les mairies accueilleraient de plus en plus d'objecteurs au détriment du milieu associatif.

Plusieurs dizaines d'objecteurs lillois ont abandonné leur poste du lundi 23 au samedi 28 octobre 1995 pour s'opposer à ce recul. A noter que pour cette action, ils risquent de deux à six mois de prison fermes. Par ailleurs, un peu

partout en France d'autres objecteurs ont décidé de quitter leur poste six jours, ce qui les rend passibles de poursuites pour désertion, tout comme ceux qui ont choisi d'interrompre leur service au bout de dix mois (1).

Il y en aurait encore beaucoup à dire sur l'utilisation pernicieuse des autres formes de services civils, tel l'emploi d'appelés du contingent dans les établissements scolaires relevant des Zones d'éducation prioritaire, dans la gendarmerie et la police, pour renforcer la militarisation de la société. On en reparle !

**CHRISTOPHE FÉTAT (adhérent individuel de la FA - Lille)**

(1) Pour plus de détails, vous pouvez consulter le dernier numéro de *R.I.R.E.* journal du Réseau d'information aux réfractaires, 33, rue Coutellerie, 13002 Marseille.

### BORDEAUX : SOUTIEN A ETIENNE HÉRAUD, QUI PASSE EN APPEL

Le 15 janvier 1994, Etienne Héraud, objecteur de conscience, quittait son affectation après dix mois de service civil, refusant ainsi de faire les dix mois supplémentaires dont sont sanctionnés les objecteurs de conscience.

Le 4 novembre 1994, il passait en première instance au tribunal de grande instance de Bordeaux pour désertion.

Une peine de deux mois de prison fermes avait été prononcée. Sur les conseils de son avocat, Maître Delthil, Etienne a fait appel à ce jugement. Or, il se trouve que de nouveaux protocoles ont été signés entre le ministère de la Défense et divers ministères civils (Education nationale, Environnement...), permettant à des appelés d'effectuer un service civil de dix mois alors que les objecteurs de conscience se voient toujours pénalisés d'une double durée, en assurant les mêmes missions d'intérêt général.

C'est dans ce contexte inacceptable qu'Etienne passera en *Cour d'appel de Bordeaux*, le 15 novembre, à 14 h.

Son comité de soutien, créé en janvier 1994, va, dans les jours qui suivent, appeler toutes les organisations politiques, syndicales et associatives sensibles aux droits de l'homme, à soutenir Etienne dans ses revendications d'équité et du respect du statut d'objecteur de conscience. Tout ceci dans le but que les parlementaires se prononcent pour un service civil des objecteurs de dix mois, ainsi que pour une amnistie pour tous les objecteurs déserteurs.

**COMITÉ DE SOUTIEN À ETIENNE HÉRAUD (Tél. : 53.58.21.10)**

### LYON - SAMEDI 11 NOVEMBRE : JOURNÉE ANTIMILITARISTE

- 14 h 30 - 17 h : rassemblement-forum, place de la République (entre Bellecour et Les Cordeliers).
- 17 h 30 : débat : « La militarisation de la société », à la librairie *La Plume Noire* (19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon).
- 20 h : repas de soutien (s'inscrire à l'avance).
- Premier prix : 20 F.
- 21 h : soirée exceptionnelle au *Café libertaire* (même adresse).

Librairie du Monde Libertaire  
145, rue Amelot  
(M<sup>e</sup> Oberkampf), 75011 Paris

### SOIRÉES (à 19 h 30) pour l'ESPAGNE LIBERTAIRE

• Mercredi 8 novembre : discussion autour du documentaire *Un autre futur* (2 h 51), de Richard Prost.

• Jeudi 9 novembre : discussion autour du film de Christian Marc, *L'Humiliation, la misère et l'oubli - Contes de l'exil ordinaire*. L'internement, en 1939, des républicains dans les camps de concentration français...



MANIFESTATION

A l'appel de la Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception, plus de 100 organisations (dont la Fédération anarchiste) appellent à manifester pour défendre les droits des femmes :

- pour le droit à l'avortement et à la contraception ;
- pour le droit à l'emploi ;
- pour l'égalité entre les femmes et les hommes ;
- contre la remontée de l'ordre moral.

Tous et toutes ensemble, le samedi 25 novembre, à la Bastille, à 14 h 30.

FORUM

de la librairie du Monde Libertaire  
145, rue Amelot (M° Oberkampf),  
75011 Paris  
vendredi 17 novembre  
18 h 30

« Droits des femmes : manifester le 25 novembre et après ? »

**RADIO LIBERTAIRE**  
(89.4)  
« MICROCLIMAT »  
20 h - 22 h  
Jeudi 9 novembre  
émission  
avec le journal  
La feuille verte  
...  
Jeudi 30 novembre  
« L'agression publicitaire »

PARIS

# Un combat de gagné mais le péril intégriste demeure



Le préfet de police de Paris, Massoni, a interdit la manifestation du 4 novembre, convoquée par Xavier Dor et les croisés anti-avortement, devant la clinique Jeanne-d'Arc, à Paris (13°).

Pourtant, c'est le même qui a toujours autorisé, depuis des années, les rassemblements devant la clinique Ordener, dans le 18°. Les défenseurs du droit de choisir, à l'initiative du Collectif de Vigilance du 18°, avaient maintes fois contre-manifesté, toujours nombreux, et c'est seulement au printemps après un contre-rassemblement important que la préfecture mais aussi le nouveau maire socialiste de l'arrondissement avaient décidé qu'en application de la loi Neiertz, tout rassemblement aux abords d'un établissement pratiquant des IVG serait interdit. Alors Dor et sa clique sont allés voir ailleurs : à la clinique Jeanne-d'Arc.

Une première manifestation anti-IVG, le 30 septembre, avait

été contrée par les partisans de l'avortement. La police était également présente, non en raison de Vigipirate mais afin de protéger les anti-IVG (ainsi a-t-elle empêché toute approche par la population, venue apporter son soutien au droit de choisir). Pour le 4 novembre, une nouvelle autorisation avait été donnée aux anti-IVG par la Préfecture, mais face à l'autorisation demandée par la CADAC et Ras-l'Front-13°, Massoni a fait machine arrière et a interdit les deux rassemblements pour des raisons d'ordre public.

Une petite victoire locale donc, mais les anti-IVG ne désarment pas. Toujours à Paris, Grossesse Secours n'obtient pas cette année les subventions de la Ville de Paris (190 000 F), devant « permettre à toute femme enceinte de mener à bien sa grossesse », mais elle est sollicitée par la DDASS pour développer ses activités dans les collèges et les lycées, afin

d'informer sur le sida et la contraception. Si les élus de gauche ont réussi à ce que Grossesse Secours n'ait pas la subvention municipale, au cours de deux votes du Conseil, ce n'est qu'une victoire à la Pyrrhus car entrer dans les établissements scolaires et recevoir 50 000 F pour un affichage dans le métro, c'est autrement plus dangereux. Sur son minitel (3615 SOSG), chacun peut se rendre compte des thèses défendues par Grossesse Secours, un subtil mélange d'informations médicales correctes et de propagande pro-vie insidieuse : 14 pages sur les risques de l'IVG. Les syndicats de la FSU appellent enseignants et parents d'élèves à résister dans les établissements scolaires, pour empêcher l'association de bourrer le crâne aux jeunes.

Les contre-manifestations pro-IVG peuvent être réussies, comme à Valence le 7 octobre (cf. ML n° 1013), mais les attaques insidieuses contre le droit à l'avortement et à la contraception demeurent. Soyons vigilants et actifs, résistons et manifestons le 25 novembre à la Bastille, à 14 h 30, pour défendre les droits des femmes.

**HÉLÈNE HERNANDEZ**  
(gr. Pierre-Besnard - Paris)

**BRUNO DARAGUY**  
chaque mercredi et jeudi - 20 h 30  
jusqu'au 30 novembre  
« Un jour, tu verras »  
Caveau de la Bohème - Théâtre Les Déchargeurs  
3, rue des Déchargeurs (M° Châtelet), 75001 Paris.  
Réservations : 42.36.10.29 ou 42.36.00.02.  
Entrée : 80 et 100 F  
(sur présentation de la carte d'auditeur de Radio Libertaire :  
1 place achetée = 1 place gratuite)

CHRONIQUE DE L'IMMIGRATION

## La justice inflexible face aux histoires de cœur

Jeudi 12 octobre, résultat du délibéré de l'audience du 28 septembre dernier où comparaisait, devant le tribunal correctionnel de Nanterre, ce jeune couple auquel la justice interdisait de se marier. Le procureur avait requis contre le Congolais en situation irrégulière une peine de trois mois fermes et contre la fiancée de nationalité française, qui l'avait soutenu et qui s'était battue à ses côtés, de la prison avec sursis et la déchéance de ses droits civiques (cf. ML n° 1012).

Debout, toute droite devant le juge, Sylvia attend la sentence. Elle est seule car Anselme risque, s'il se présente, d'être arrêté à la sortie du tribunal. D'une voix sèche, presque méchante, le Président lui assène la condamnation. Pour elle, trois mois avec sursis et pour Anselme la peine habituelle, trois

mois de prison fermes et trois années d'interdiction du territoire. Elle est toute pâle, car cela veut dire qu'elle devra renoncer à vivre avec l'homme qu'elle aime ou bien qu'il lui faudra la suivre en Afrique et quitter son pays, sa famille, son travail. Choix douloureux pour une jeune femme qui débute dans la vie et drôle de cadeau de mariage que la société lui fait.

Bien entendu, l'avocat va faire appel, devant la Cour de Versailles. En quittant le fief de Pasqua, on a peut-être une chance de voir réviser le jugement. Mais au cas où la peine de Sylvia Bruetz et d'Anselme Ganga serait maintenue, il faudrait alors considérer que, dans la France d'aujourd'hui, l'amour est devenu un crime et la solidarité un délit.

CLAUDE

DIJON

## Chronique d'une lutte non-avortée

Jeudi 26 octobre, s'est tenu à Dijon le procès en appel de 8 membres d'un commando anti-IVG qui avait sévi à Châlon-sur-Saône en avril dernier. Devant le palais de justice, le face à face était tendu entre les pourfendeurs de l'ordre moral, venus soutenir le commando, et les revendicateurs du droit à l'avortement. Le mouvement libertaire dijonnais (FA, SCALP, MALOKA) ayant massivement mobilisé, ainsi que la CGT du centre hospitalier de Châlon, la CFDT-Santé de Saône-et-Loire, l'Union des femmes françaises, le centre hospitalier William-Morey, la Confédération nationale du mouvement pour le planning familial, ils réussirent à réunir de 150 à 200 personnes. En face, les réactionnaires de tout poil étaient une cinquantaine.

Au-delà des insultes, des bousculades et d'une banderole « pour la vie » déchirée, le rassemblement a permis de montrer que sur le terrain notre présence est indispensable, mais également quelques tentatives de discussion ont prouvé qu'aucun dialogue n'est possible et que les commandos (et ceux qui les soutiennent) sont réellement dangereux. En effet, ce sont des fascistes « créationnistes », purs et durs, qui parlent de « droit du sang », de « conscience de race », qui veulent nous dicter une certaine conduite de vie, en n'hésitant pas à employer la force.

La manifestation de jeudi (même s'il est à déplorer que le slogan des organisations non-libertaires fut « soyons fermes, prison ferme ») fut donc globalement positive.

La lutte ne s'arrête pas là pour autant ; le délibéré de l'appel sera rendu le jeudi 30 novembre, à 14 h 15. Nous appelons à un nouveau rassemblement devant le palais de justice (rue J.-B. Liegard) de Dijon, dans l'éventualité où les intégristes mobiliseraient leurs partisans (nous confirmerons).

**BÉRANGÈRE**  
(sympathisante FA),  
pour le collectif Alternative  
contre le fascisme  
(FA, SCALP, MALOKA)

LITTÉRATURE

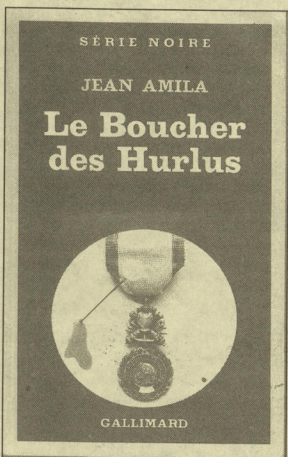
# Jean Amila un écrivain populiste et libertaire

**J**EAN MECKERT alias Jean Amila est mort au début de cette année et les anars se doivent de lui rendre un hommage (même s'il est un peu tardif...).

En effet, cet écrivain déclarait pudiquement dans une interview accordée au *Monde libertaire* : « Je ne sais pas si je suis anarchiste mais j'en ai les idées ». L'anar-chisme est présent dans ses romans, directement (par le choix des personnages) ou indirectement (par la critique de l'Etat, de l'armée ou des services secrets...).

Jean Meckert est né en 1910. Fils d'un déserteur anarchiste de la guerre de 1914-1918, il est placé dans un orphelinat puis travaille en usine dès l'âge de 14 ans. Il publie en 1942 son premier roman, *Les coups*, qui impressionne les critiques littéraires. Après un bref passage dans la résistance (il quittera le maquis après l'assassinat d'un soldat allemand isolé, que son groupe ne voulait pas faire prisonnier), Jean Meckert écrit d'autres romans dans la même veine populiste : *La Lucarne*, *Nous avons les mains rouges*...

Malgré les éloges de Queneau et de Gide, le succès ne vient pas.



Aussi, Marcel Duhamel, le directeur de la Série noire lui propose dans les années 50 de se lancer dans le polar. Jean Meckert lui propose un pseudonyme : John Amilanar (forgé sur « ami l'anar » bien sûr !), que Duhamel transformera prudemment en... Amila. Il s'ensuit une œuvre abondante, inégale mais où

l'on retiendra d'excellents romans tels que *La Lune d'Omaha* (34 F), contant la dérive d'un ancien GI, déserteur sur le front de Normandie, ou *Pitié pour les rats* (28 F), avec son cambrioleur anar obligé d'héberger un tueur de l'OAS qui semera le malheur.

Dans les années 60, Amila est mêlé à un problème toujours d'actualité : les essais nucléaires français de Moruroa ! A la demande d'un éditeur grand public, il est chargé d'écrire un roman d'espionnage situé à Tahiti (pour l'exotisme) moyennant un voyage là-bas. Il apprend que des Polynésiens irradiés lors des essais à ciel ouvert ont été massacrés par l'aviation française afin d'étouffer le scandale. C'est ce qu'il révèle en quelques lignes dans un roman bien anodin (ce détail a toute son importance), intitulé *La vierge et le taureau*. Les services secrets font immédiatement saisir le livre et menacent d'expulsion le directeur de collection qui était étranger. Quelques jours plus tard,

Amila est sauvagement agressé dans un parking et laissé pour mort...

Il survivra à cet attentat mais il est devenu totalement amnésique. Il doit alors reconstituer son passé avec l'aide de ses proches. *Le boucher des Hurlus* (1983/24 F) est un exemple de cette réappropriation de sa mémoire. Bien que publié en Série noire, il plaira même à ceux qui détestent le polar ! Nulle intrigue policière dans ce roman populiste qui raconte l'odyssée d'orphelins de guerre cherchant à se venger, d'un officier à travers les charniers de 1914-1918.

Ses derniers romans — *Le chien de Montargis* (contre le culte des animaux domestiques et surtout contre leurs propriétaires/24 F), particulièrement saignant, ou *Au balcon d'Hiroshima*, polar antinucléaire — confirment qu'il n'avait rien perdu de son talent jusqu'en 1987, date de son retrait de la littérature.

Aujourd'hui, nous devons garder le souvenir d'un très bon écrivain et d'un... compagnon. Salut, ami l'anar !

YVES B.

MARSEILLE

## « La Nuit de l'Anarchie » : le retour

Grâce à la ténacité de Richard Martin, du théâtre Toursky, et du Collectif de Marseille de la Fédération anarchiste (groupe John-Cage), la deuxième édition de « La Nuit de l'Anarchie » s'est déroulée le samedi 21 octobre.

Environ 400 personnes ont participé à cette nuit. Le prix du billet servait uniquement à couvrir les divers frais engagés : achat de bouffe et de boissons, déplacements... Les artistes avaient accepté de se produire gratuitement.

Au niveau des spectacles, l'affiche était particulièrement variée. A 19 h, on a pu assister aux *Conférences jubilatoires de Charles Fourier*, mises en scènes par Paul Fructier et Michaël Gluck. Après un éloge des combinaisons amoureuses par Mademoiselle Eudoxie, ces conférences se sont terminées par un loto du cocu ! Ensuite, eut lieu la représentation de *L'odyssée de l'espèce*, de Lucien Jo Bèze, voyage spécial dans la galaxie des phantasmes.

A partir de 21 h, se sont succédés, sur la grande scène du théâtre, Mama Béa chantant Léo Ferré, Louis Ari et la Compagnie Bernard Lubat, avec un défilant morceau de musique culinaire gasconne.

Le reste de la nuit fut animé par Les Archers, Gary Souffleur, Michel Orion, La Sardine, Le Baltraquar d'Adel Groupe, Mapa Mondo, Armel Veilhan, Hamid Ouameur, Hakim Hamadouche... (mille excuses pour les oubliés).

Sur la grande terrasse du Toursky, deux chapiteaux avaient été montés. Sous le premier, les associations tenaient leurs stands : la FA (avec un choix de livres et une mini exposition de peinture de Laurie, le CIRA (avec une mini exposition de journaux anarchistes, la CNT, les éditions ACL, l'OCL, Act up (avec une distribution de préservatifs) ainsi que l'APOC (groupe d'objecteurs qui organisèrent une exposition d'affiches antimilitaristes) et Bruno de Toulon (avec un choix de livres). Le bar-resto se tenait à côté des stands.

Sous le deuxième chapiteau eut lieu une partie des spectacles, ainsi qu'un débat, à 16 h, sur le thème : « Qu'est-ce que l'anarchisme ? », animé par Thierry.

Un peu plus loin, l'association de lutte contre le SIDA, « Le Tipi », avait monté une tente. Tatïe Ninja, poursuivie en justice, était présente.

Radio Galère et radio Grenouille étaient présentes une partie de la nuit et ont retransmis concerts et débat.

La restauration était assurée par le Collectif de Marseille et leurs amis. 300 plats de spaghettis-bolognaise ont été préparés par Lionel, promu « cordon bleu du drapeau noir » (d'après le *Méga zine*).

A la fin de la nuit, encore nombreux étaient ceux qui participèrent à un premier nettoyage, ainsi qu'au démontage des chapiteaux. Faire bosser tant d'anars à l'aube d'un dimanche, il fallait le faire ! Et Richard Martin, sans doute le seul directeur de théâtre à oser organiser une telle nuit, nous disait son plaisir d'avoir participé à quelques moments d'utopie...

PHILIPPE

## Ciné sélection

### « Le Voyage de Baba »

de Christine Eymeric

« *Le rêve est bon, Baba, mais ne dis le tien à personne. Garde-toi des voleurs de rêves qui rôdent autour de toi.* »

Baba rêve de quitter Dakar pour devenir une star du foot. Sa mère rêve de le voir devenir milliardaire. Son père rêve de gagner un jour aux courses. Lui ne croit pas au rêve de Baba : des émigrés qui retournent fortune faite au pays, on n'en a jamais vu. Ce rêve, c'est un miroir aux alouettes où son propre frère s'est brûlé les ailes. L'oncle de Baba, en effet, après l'accident qui a interrompu sa carrière de footballeur, a quitté la France, brisé, sans un sou.

Il revient du Pays des Morts pour écartier de son neveu le « rêve pernicieux du ballon ». Ponctué par la voix de ce personnage décalé, déglingué, les scènes oniriques s'entrecroisent avec la peinture vigoureuse de la vie quotidienne dans un quartier populaire de Dakar.

**ML :** Vous mariez écriture fictionnelle, improvisation, technique de documentaire. Comment le scénario du film s'est-il élaboré ?

**Christine Eymeric :** Au départ, je pensais faire un documentaire et au fil de mes recherches, j'ai eu envie de le fictionner. J'ai beaucoup travaillé sur les rapports entre la fiction et le documentaire, l'emploi d'acteurs non professionnels, l'improvisation. J'aime ce mélange qui réserve toujours une surprise, mais qui fait naître une histoire. J'avais déjà réalisé plusieurs reportages en Afrique, par exemple le portrait d'un berger mauritanien qui regarde passer le Paris-Dakar, et j'ai voulu filmer l'histoire d'un jeune qui part de là-bas pour venir ici, comprendre ce qui motive son départ. Lorsque je repérais, les jeunes me répondaient souvent : on veut partir pour devenir footballeurs professionnels. Ils avaient l'impression qu'en France, le foot leur apporterait la richesse. Comme ils jouent dans la rue depuis leur enfance, cela leur paraît très simple. J'ai rencontré Baba. Il joue dans les matchs de quartiers et rêve d'aller en France. C'est son propre rôle qu'il interprète dans le film. J'ai voulu que son père joue aussi, puis sa mère, puis sa cousine. Et puis pratiquement tout le quartier s'est mis à jouer.

Je donnais les idées de base, quelques phrases qui devaient être dites absolument. Quant aux situations, je les avais vues avec mon acteur. Je vivais dans la famille, et je mettais en scène avec eux la vie de tous les jours. Tout le quartier venait. Tout le monde jouait ou avait quelqu'un de sa famille qui jouait. Les gens nous entouraient. A la fin des prises, ils applaudissaient. Pour eux, c'était vraiment le théâtre populaire.

**ML :** La fiction intervient dans la vie de Baba, puisque vous l'emmenez à Paris, mais ce qu'il va vivre dans le film, c'est la condition d'un immigré clandestin telle que vous la connaissez. Comment a-t-il réagi ?

**Christine Eymeric :** Baba était sur la défensive. Je croyais qu'il y aurait beaucoup plus de choses qui se passeraient entre lui et Paris, lui et moi, et en fait non. Il ne voulait pas jouer le naïf, il restait sur son quant à soi et ne se livrait pas. Il disait juste qu'il aurait aimé jouer pour de vrai au foot et rester. Cela ne s'est pas fait. Son rêve, qui était aussi l'histoire du film, ne s'est pas concrétisé. Maintenant, pour lui, c'est trop tard, car ils prennent très jeunes dans le foot. C'est l'histoire d'un itinéraire intérieur : comment on arrive à faire face à ses rêves d'enfant. C'était la même chose que je découvrais avec le cinéma. C'était un rêve, le désir de faire ce film, et en même temps il fallait de l'argent. On en a cherché, on a demandé l'avance sur recette, on ne l'a pas eue. J'ai commencé à tourner des bouts, il n'y avait plus d'argent. On s'est dit on va essayer de trouver des sous, on n'en a pas trouvé, on a grappillé un peu par ci par là, nous avons mis trois ans à faire le film. On a pensé qu'on trouverait de l'argent après la réalisation. On n'en a pas trouvé, car après réalisation, c'est beaucoup plus maigre ce qu'on peut obtenir, ce qui fait que je ne vois pas bien comment cette histoire-là pourra un jour être rentable.

Interview réalisée par MICHÈLE ROLLIN

N.B. : le film est à L'Entrepôt et à La Clef aux heures de séances habituelles.

# Le procès de la solidarité

## Le premier terroriste, c'est l'Etat

(Suite de la « une »)

affaire, le fait que l'Etat (français ou espagnol) utilise lui aussi la violence (de la criminalisation à l'élimination physique pure et simple) est complètement évacué. Pourtant, il apparaît comme une évidence que nous entrons de plus en plus dans une phase de forte conflictualité sociale (des émeutes des banlieues à celles des pêcheurs, étudiants, paysans... artisans et commerçants) et que les élites au pouvoir font de l'extension de la violence légitime (renforcement des forces de police, adaptation de l'armée à de nouvelles missions de maintien de l'ordre, vidéo-surveillance, multiplication des contrôles... ce que l'on peut appeler un « processus de militarisation de la société ») une condition du maintien de la démocratie et de la République, alors que, concrètement, ces nouvelles dispositions restreignent de plus en plus les « libertés fondamentales ». A ne pas mordre la main qui les nourrit (de discours creux ou grandiloquents), nos « démocrates sincères » risquent l'indigestion... et nous l'écoeurement. Car rejeter le fait qu'il existe une violence légitime (individuelle ou collective) en lutte contre le pouvoir, c'est courber

l'échine et accepter les règles du jeu que l'on nous impose. Oui, l'Etat de droit est un leurre, et nous pouvons rendre grâce à Charles Pasqua qui d'une formule lapidaire a parfaitement résumé la situation : « La démocratie s'arrête là où commence la raison d'Etat »... et c'est également le cas pour l'asile politique.

### Droit d'asile : droit d'Etat ?

L'image d'une France terre d'asile est ternie ! Pour les « démocrates sincères » et parfois d'une touchante naïveté, il ne peut s'agir que d'une errance conjoncturelle de gouvernements ne sachant plus comment s'y prendre pour combattre la montée du racisme, et que bientôt reviendra ce temps béni où les persécutés du monde trouvaient asile sur la terre (civilisatrice, des droits de l'Homme...) de France. Pour beaucoup d'entre nous, qui considèrent que humanisme et étatsisme ne peuvent faire bon ménage, la mise à mort du droit d'asile en Europe occidentale s'analyse sous un angle autrement plus politique. C'est ce qu'explique très clairement le texte



suivant : « Jamais le droit d'asile n'a été conçu pour la majorité des populations opprimées. Ah ! si l'on avait pu prévoir que des pays africains ou kurdes aient un jour l'idée de revendiquer l'usage de ce droit à leur bénéfice, on n'aurait jamais ni rédigé, ni ratifié, la Convention de Genève. Mais il est trop tard désormais pour revenir sur cette erreur stratégique. Que faire contre la démocratisation du droit d'asile ? Mettre la Convention de Genève dans les musées nationaux, l'enseigner aux jeunes, la brandir aux yeux de l'opinion comme un signe de civilisation, puis la neutraliser dans les faits, concevoir un droit qui paralyse le droit d'asile, mettre au

point des doctrines et des jurisprudences bien serviles qui permettent aux polices, aux juges, aux opinions de voir dans toute requête du statut de réfugié une demande abusive. Mieux : empêcher les demandeurs d'asile de quitter leur pays et, au cas où ils y parviendraient cependant, leur interdire de pénétrer sur le territoire du nôtre.

L'unification du monde à la suite de la fin de la « guerre froide » entre Est et Ouest, libéralisme et socialisme, bons et mauvais, rend inutile la façade humanitaire que l'Occident brandissait au nez des dictateurs communistes. A quoi bon désormais conserver ce bibelot humanitaire dans nos armoires ? L'ordre du monde est décidément beaucoup plus stable si chacun reste chez soi.

Cessons de nous faire des illusions. Le droit d'asile est mort. La défense des libertés des opprimés n'a jamais été qu'un masque utile dans le cadre de la division du monde. Des lors que ce monde paraît réunifié sur le plan idéologique, financier et commercial, on peut ôter le masque » (Le Tribunal des peuples, La politique de l'asile en France, décembre 1994). Avouons-le, cela fait déjà quelques années que le masque a été jeté dans l'indifférence quasi-générale, et que les déboutés du droit d'asile ont gagné, qui la clandestinité, qui... le pays d'origine par charter *made in* « Etat de droit ».

### Le sens de notre lutte

Manifestez ce 11 novembre pour défendre un droit d'asile liquidé gaillardement par le PS et la droite peut alors sembler illogique à la lueur des éléments ci-dessus. Mais pour nous, exiger de l'Etat qu'il respecte la Convention de Genève n'est pas une fin en soi mais une

occasion de le prendre aux mots, de développer un point de vue anti-impérialiste, de critiquer le Nouvel ordre mondial et de rappeler à quel point les pouvoirs se fichent de la misère du monde tant que celle-ci ne sert pas leurs intérêts ; et, conséquemment, nous en appelons à la désobéissance civile, à la réappropriation par les gens eux-mêmes du droit d'asile (au titre de l'internationalisme prolétarien, de la solidarité...), considérant que ce n'est pas à l'Etat de décider qui est un bon réfugié et qui ne l'est pas.

Nous cheminerons dans les rues parigotes ce samedi 11, en rappelant haut et fort que dans l'Etat espagnol on torture et on assassine, et que cela n'est pas une résurgence de comportements franquistes, mais bien une logique d'Etat (de droit) qui se défend.

Nous participerons à cette manifestation pour montrer notre opposition à l'Etat sécuritaire, celui qui ferme les frontières, expulse, extrade, contrôle, sanctionne, criminalise, condamne... et parfois pardonne, quand la menace et le rapport de forces l'y contraignent.

Bref, nous userons nos godillots sur le pavé de la capitale avec la certitude que ce procès n'est qu'une étape dans la mise au pas de tous ceux et celles, individus et associations, qui refusent de se taire et de se conformer aux désirs mortifères de la logique d'Etat.

GROUPE MILLY-WITKOP  
Nantes)

N.B. : le CSNIDA diffuse un dossier de presse sur le procès. Pour le recevoir, envoyez 15 F en timbres à l'adresse suivante : « Le Local » (CSNIDA), 16, rue Sanlecque, 44000 Nantes. Le comité tient également une permanence chaque mardi soir, dans le même lieu. Téléphone : 40.48.49.56.

## Associations

### PARIS : DÉBAT DE « LA BONNE DESCENTE »

Vendredi 10 novembre, 20 h : « L'image qui parle », rencontre avec Gérard Leblanc, auteur de *13 h - 20 h, le monde en suspens* et de *Georges Franju, une esthétique de la déstabilisation*.

« La Bonne descente », 64, rue Rébeval (métro Belleville), 75019 Paris. Tél. : 40.18.01.69.

### NÎMES : DÉBAT POUR LE DROIT A L'AVORTEMENT ET A LA CONTRACEPTION

Le Collectif indépendant pour l'égalité des droits organise une réunion-débat, le vendredi 10 novembre, à 20 h 30, au Centre Pablo-Neruda de Nîmes.

Maya Surduts, de la CADAC, interviendra sur le thème « des femmes et de la défense du droit à l'avortement et à la contraception ». Entrée libre.

### MANOSQUE : UN AUTRE FUTUR AUX « 8<sup>es</sup> INSTANTS VIDÉO »

dans le cadre des *8<sup>es</sup> Instants vidéo* (festival de la création vidéo internationale et du cinéma expérimental), qui se dérouleront du 10 au 18 novembre, le documentaire de Richard Prost sur l'Espagne libertaire de 36-39, *Un Autre futur*, sera diffusé le samedi 11 novembre, à 15 h, à la MJC, allée de Provence, 04100 Manosque. Tél. : 92.72.19.70. Fax : 92.72.65.22.

### TOURS : RÉUNION POUR PRÉPARER UNE RIPOSTE A LA VENUE DU PAPE

A l'initiative de la fédération d'Indre-et-Loire de la Libre Pensée, afin de discuter de la venue de Jean-Paul II et des manifestations prévues autour de cet événement, se sont réunies le 13 octobre, à Tours, les organisations suivantes : Alternative libertaire, Collectif tourangeau pour le droit à la contraception et à l'avortement, CNT, Groupe libertaire de Tours (FA), JCR, LCR, Ligue des droits de l'Homme, *Le Nouveau ligérien*, Union des Athées et des personnes venues à titre individuel.

Une prochaine réunion se déroulera le jeudi 16 novembre, salle 105, aux Halles de Tours, à 20 h 30. Vous êtes invités à venir nombreux.

### PARIS : COLLOQUE INTERNATIONAL DE LA SOCIÉTÉ PROUDHON

Le samedi 18 novembre, entre 9 h et 18 h, la Société Pierre-Joseph-Proudhon organise un colloque international sur le thème suivant : « Les nationalités ont-elles le droit de vivre ? Proudhon contre ses contemporains », au Foyer international d'accueil de Paris Jean-Monnet (FIAP), 30, rue Cabanis (M<sup>o</sup> Glacière), 75014 Paris. Entrée libre et possibilité de repas sur place.

Société Pierre-Joseph-Proudhon, EHESS, 54, boulevard Raspail, 75006 Paris.

### NÎMES : SOIRÉE CONTRE LA VIDÉO-SURVEILLANCE

Le samedi 18 novembre, les collectifs contre la vidéo-surveillance organisent une journée d'action nationale contre la vidéo-surveillance. Celui de Nîmes organise une soirée avec la projection de fictions, de documentaires et de créations vidéo, à la Bourse du Travail, place Questel, à partir de 20 h 30. Buvette, restauration, débats y seront organisés. Entrée libre.

### ARMENTIÈRES (NORD) : UNE NOUVELLE SECTION CNT DANS LA SANTÉ

La section syndicale CNT de l'Etablissement public de santé mentale d'Armentières vient de voir le jour. Les personnels (médical, administratif et ouvrier) travaillant dans le secteur hospitalier sont invités à la contacter, en écrivant à : CNT, Syndicat Santé-Social-Education-Culture, 1-2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille.

D'autre part, les personnes souhaitant développer la CNT dans d'autres secteurs professionnels que la Santé, sur la région d'Armentières, de Baillieu, de Dunkerque... peuvent également contacter la CNT de Lille.

## SOMMAIRE

Page 1 : L'armée : école du crime et de la soumission (suite p. 3). Le procès de la solidarité : le premier terroriste c'est l'Etat (suite p. 8)  
Page 2 : De l'utilisation du phénomène « banlieues », Pro-Lo...  
Page 3 : L'armée : école du crime et de la soumission, Nouvelles du front, Parutions, Rendez-vous.  
Page 4 : Pa Kin revisité (suite p. 5). A la petite semaine : Les chiffons de papier.  
Page 5 : Pa Kin revisité (suite de la

page 4). Deux mobilisations anti-Somport.  
Page 6 : Un combat de gagné mais le péril inéligible demeure. Chronique d'une lutte non-avortée. La justice inflexible face aux histoires de cœur.  
Page 7 : J. Amila un écrivain populiste et libertaire, « La Nuit de l'Anarchie » : le retour, Ciné sélection : *Le Voyage de Baba* de Christine Eymeric.  
Page 8 : Le procès de la solidarité : le premier terroriste c'est l'Etat (suite de la « une »).